



Pour en finir

avec la dégradation de nos conditions de vie

NPA Il faut en finir avec l'économie capitaliste !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 19 JANVIER 2012

Standard & Poor's, une de ces officines financières dont les diktats plongent des pays entiers dans l'austérité et la régression sociale, a donc abaissé la note de neuf pays européens, dont la France.

« *Notre trésor national* », comme le surnommait Alain Minc, grand patron et ami de Sarkozy, a perdu sans surprise son troisième A. Mais aucun salarié, aucun chômeur, aucun retraité de ce pays n'a jamais eu l'impression de profiter un tant soit peu de ce « trésor » dont le maintien sert de prétexte central à la politique menée par Sarkozy, porte-flingue du MEDEF.

La contre-réforme des retraites et l'ensemble des plans d'austérité n'ont pas suffi à rassasier les vampires de la finance. Plusieurs entreprises publiques (Réseau ferré de France, la SNCF, EDF, Aéroports de Paris) sont également placées « sous surveillance négative ». Ce qui va inmanquablement se répercuter par une hausse des tarifs, une diminution des prestations, des suppressions d'emplois et au bout du bout la privatisation. Taxes, impôts en tous genres vont fleurir pour équilibrer les budgets.

Tout cela démontre que la crise économique s'approfondit et que les capitalistes n'y voient pas d'issue crédible, en dehors d'un renforcement des politiques d'austérité.

Après avoir multiplié les centaines de milliards en cadeaux aux banques, après avoir dégradé la situation du marché du travail par des avalanches de licenciements et de suppressions d'emplois, après avoir réduit le pouvoir d'achat de millions de salariés, ils estiment que tout cela n'est pas assez.

Aggravation des politiques d'austérité

Claironnant le contraire de ce qu'il affirmait il y a quelques semaines, le gouvernement dit aujourd'hui que la perte du triple A n'est pas si grave... Mais il va pourtant en profiter pour amplifier les politiques antisociales.

L'ordre du jour du sommet dit « social » de mercredi ressemblait à s'y méprendre à ce que réclament les agences de notation et les milieux patronaux. Au menu : durée du CDD augmentée à

30 mois pour détruire le CDI ; temps de travail allongé ; recours au chômage partiel simplifié afin de permettre aux patrons de l'utiliser systématiquement. Après la flexibilité des horaires, place à la flexibilité du salaire ! Et cerise sur le gâteau, l'annonce de la TVA « anti-sociale », avec les exonérations de cotisations sociales pour les patrons, financées par une augmentation de la TVA, le plus injuste des impôts. C'est une attaque majeure à la fois contre le pouvoir d'achat et la sécurité sociale. L'objectif essentiel : « *abaisser le coût du travail* ».

Le patronat sait bien pourtant que c'est notre travail qui crée les richesses. Notamment celles qu'il se met dans les poches. Les grands actionnaires du CAC 40 vont se partager 37 milliards de dividendes au titre des profits amassés en 2011.

Pas de trêve électorale quand MEDEF et gouvernement font la guerre aux travailleurs

De telles attaques à trois mois des élections, c'est du jamais vu. Sarkozy joue sa peau en apparaissant comme le seul capable de continuer le sale boulot au profit des capitalistes. Et il a le culot de nous demander de faire preuve de « *courage et de sang froid* » !

De son côté, loin d'organiser la riposte, le Parti socialiste adapte son programme à la rigueur pour lui « *donner du sens* » ! Hollande veut apparaître comme le candidat du retour au triple A ! C'est avouer qu'un futur gouvernement de gauche ne sera pas un rempart contre la régression sociale.

Le premier effet de la perte du AAA sera une augmentation de 3 à 15 milliards par an des intérêts de la dette. Raison de plus pour refuser de la payer et exiger son annulation. Il faut en finir avec la dictature des banques en les expropriant sans indemnité, pour mettre en place un service bancaire public unique, orientant le crédit vers les besoins des populations. Et plus généralement, notre camp social doit préparer une contre-offensive généralisée contre l'ensemble des possédants pour leur disputer le contrôle de la société et prendre nous-mêmes nos affaires en main.

TVA ANTISOCIALE :

FAIRE ECHOUER CE PROJET DE SARKOZY

Même s'il renvoie à fin janvier ses annonces précises sur la « TVA sociale » qu'il veut instaurer, Sarkozy a confirmé sa volonté d'alléger encore le « coût » du travail, pour soi disant défendre l'emploi. Ce que n'ont jamais cessé de faire tous les gouvernements de droite comme de gauche depuis 30 ans, avec l'échec qu'on connaît.

Mais derrière les formules «faire baisser le coût du travail», «accroître la compétitivité de nos entreprises», c'est tout simplement de la baisse massive des salaires qu'il est question.

Ce projet du gouvernement reprend celui du Medef. Il consisterait à réduire très fortement les 5,4% de cotisations versées par les patrons à la «branche famille» de la Sécu (les allocations familiales), soit un cadeau d'environ 30 milliards d'euros, pour augmenter d'autant la part des profits patronaux.

Cette baisse des cotisations patronales serait compensée par une hausse d'environ 6 points de la TVA qui passerait à 13% pour les produits de première nécessité et à 25,6% pour les autres !

Comme l'a déjà proposé Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle, «*toutes les forces de la gauche sociale et politique devraient se rencontrer au plus tôt pour définir ensemble les modalités immédiates d'une riposte afin d'empêcher ce mauvais coup supplémentaire du quinquennat Sarkozy* ».

VOTE FN : L'ARNAQUE DU PROTECTIONNISME

En face de Sarkozy, Marine Le Pen tente d'apparaître comme une alternative. Parmi tous ceux qui nous expliquent que la solution à la crise est de « produire français » ou « consommer français », c'est celle qui crie le plus fort. Mais le poison nationaliste et raciste qu'elle distille n'a rien d'une solution pour les travailleurs. Aucune barrière douanière ou sortie de l'euro ne nous protégera de l'exploitation et de la crise. L'essentiel des suppressions d'emploi est la conséquence directe de l'augmentation de la productivité du travail et des restructurations des entreprises. Ce n'est pas aux salarié(es) d'en faire les frais ! Les vociférations racistes, teintées d'illusions protectionnistes, n'y changeront rien, et un vote « défouloir » encore moins !

La seule vraie solution contre le chômage, c'est de baisser le temps de travail avec les embauches compensatoires, autrement dit, de partager le travail entre toutes les mains. Cela suppose la construction de luttes convergentes, de mobilisations solidaires afin d'interdire les licenciements et de s'opposer aux suppressions d'emplois massives dans la fonction

publique. C'est-à-dire s'en prendre activement aux profits des capitalistes.

Le nouveau « look » du FN, son discours « ouvrieriste » présentable, n'est qu'une tactique et un leurre dangereux pour le monde du travail. L'arbre ne cachera jamais la forêt !

Marine Le Pen, elle, ne touchera jamais à un cheveu du moindre capitaliste : l'extrême-droite, quand elle est au gouvernement comme en Grèce, ou quand elle le soutient comme en Italie, baisse les salaires, main dans la main avec les autres grands partis. Au moment du mouvement des retraites, Marine Le Pen défendait son vrai programme : nous faire travailler plus, au profit des patrons.

DE L'ARGENT POUR LE SECTEUR SOCIAL, PAS POUR LES ACTIONNAIRES !

Alors que 8 millions de personnes vivent en France sous le seuil de la pauvreté et que la crise va enfoncer encore plus de gens dans la misère, l'Etat et le Conseil général (majorité PS), ont décidé de réduire le financement des associations caritatives, d'aide et d'accueil aux plus démunis pour faire des économies. Cela se traduit par des emplois en moins, des conditions d'accueil et de prise en charge des personnes toujours plus dégradées.

C'est pourquoi les travailleurs sociaux étaient en grève, jeudi 10 janvier, avec un rassemblement de 400 salariés du secteur devant le Conseil général.

Face à la réponse des financeurs qui se rejettent la faute et se désengagent des conséquences des baisses de budget, les travailleurs sociaux ont décidé en AG de poursuivre le mouvement en organisant des actions ponctuelles pour marquer leur détermination.

Le NPA est solidaire de ces salarié(e)s qui luttent pour leurs conditions de travail, mais aussi pour défendre les usagers et la qualité de leur travail, refusant d'être transformés par le gouvernement en contrôleurs du social, à l'heure où Sarkozy traque les pauvres, les étrangers, transformés en « fraudeurs », faute de traquer la pauvreté.

Fête NPA 27

" PAS QUESTION DE PAYER LEUR DETTE ! "

en soutien à la candidature de **Philippe POUTOU**
le samedi 21 janvier à partir de 15h30
au Moulin à Louviers

- **15h30-17h30** : atelier-débat sur la dette avec J.-P. Lavignasse, enseignant en économie à l'université de Rouen

- **18h00** : Meeting avec Philippe Thouement, conseiller municipal, Thierry Philippot, animateur de la lutte des M-Real et Christine Poupin, porte parole-nationale du NPA.

Puis repas fraternel et musique.

**POUR NOUS
CONTACTER:**
didier.laforets@free.fr

site national du NPA:
www.npa2009.org

PHILIPPE POUTOU

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste

